L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : rue de Chartres No 323. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 5 DECEMBRE 1895. Fondée le 1er septembre 1827

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 323 rue de Chartres.
Entre Conti et Bienville.

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.

Entered at the Post Office at New Orleans, La, Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLÉANS.
JEUDI, 5 DECEMBRE 1895.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

La politique extérieure et financière de M. Cleveland.

M. Cleveland est un très honnête homme, fort estimable, fort estimé de toutes les populations, sans distinction de parti politique ou d'école économique. Ses adversaires, même les plus ardents, les plus haineux sont les premiers à le proclamer. Quant aux membres du parti dont il est le chef accrédité, ils n'ont pour sa personne que du respect et ils le verront avec regret sortir de l'arène, après deux présidences qui n'ont peut être pas été très glorieuses; mais qui sont restées constamment honnêtes et honorables.

C'est, croyons-nous, le premier président qui se soit trouvé, coup sur coup, et sans presque aucun répit, aux prises avec une foule de difficultés extérieures qui surgissaient à tout moment, soit dans l'Amérique Centrale, soit dans l'Amérique du Sud, soit dans le Pacifique, soit dans l'Extrême-Orient, soit dans le Levant, ou si l'on veut, dans l'Empire Ottoman.

On ne peut pas dire qu'il ait cherché à dévier de la ligne de neutralité qu'avaient constamment et systématiquement suivie les administrations précédentes. Il n'est jamais intervenu spontanément, dans les affaires étrangères; il y a été toujours forcé par des circonstances extérieurs, indépendantes de sa volonté et qui lui imposaient le devoir d'entrer en scène. Parfois même, alors qu'il eut voulu rester à l'écart, on est venu le solliciter, le supplier de sortir de sa réserve, de prendre part à quelque conflit ou à quelque démonstration; et l'on peut affirmer qu'il s'en est toujours tiré à son honneur comme à l'honneur du pays qui lui avait confié le soin de ses intérêts matériels et de sa dignité nationale.

Au point de vue de la politique extérieure nous le trouvons inattaquable et, s'il y a conquis quelques titres à l'estime, à la reconnaissance de ses concitoyens, il le doit absolument à cette droiture, à cette même probité qui ne s'est jamais démentie, pas plus dans les rapports qu'il a eu à entretenir avec l'étranger, bien qu'ils fussent nouveaux pour lui, que dans ceux qu'il a dû soutenir avec ses concitoyens et qui lui étaient parfaitement connus. On pourrait même affirmer qu'il a été plus heureux dans les premiers que dans les seconds.

Ce sera peut-être le trait le plus caractéristique de sa double présidence.

Nous n'avons assurément pas l'intention de critiquer sa politique économique. Ses longues dissertations d'hier sur les expédients à employer pour tirer l'Union de ses embarras, sont sans doute excellentes, et nous souhaitons au Congrès d'avoir le bon esprit de suivre quelques-uns de ses conseils. Mais dans toute cette série de suggestions, nous n'apercevons aucun moyen de faire sortir l'administration de l'impasse où elle se trouve.

Il y a des dépenses à faire et les revenus ne sont pas suffisants pour y faire face. Le gouvernement a besoin d'argent; il faut lui en procurer immédiatement, le plus possible, sous peine de creuser encore le trou, déjà beaucoup trop profond, de la dette. C'est là que nous attendions M. Cleveland, et c'est là qu'il s'est dérobé. Nous le regrettons pour lui, nous le regrettons pour son parti, nous le regrettons pour le pays. Toujours la manie d'une malsaine popularité qui craint de se compromettre, en votant une taxe nouvelle, ou en en rétablissant une ancienne. Hé! qu'importe, si elle est nécessaire pour le bien de la communauté? Ce qu'il y a de plus regrettable, dans ce qui se passe, c'est que c'est le parti républicain qui profitera de toutes ces tergiversations, de toutes ces maladresses, et il est fort à craindre que l'Union n'ait cruellement à s'en repentir.

LE BAPTÊME DE LA "SAVOYARDE."

C'est le 20 novembre, à deux heures, qu'a eu lieu, à l'église du Sacré-Cœur de Montmartre, le baptême très solennel de la *Savoyarde*. On peut certainement évaluer à plus de cinquante mille personnes le nombre des fidèles ou des curieux qui remplissaient la basilique, les chantiers et toutes les rues avoisinantes au moment où la cérémonie a commencé.

Le clergé a fait son entrée aux accents d'un poème symphonique d'Alfred Josset, exécuté par l'harmonie des Frères de Saint-Jean-de-Dieu.

S. Em. le cadinal Richard, qui présidait, était assisté de Mgr Hautin, archevêque de Chambéry, parrain de la nouvelle cloche; de Mgr Bécel, évêque de Vannes; de Mgr Bonnefoy, évêque de la Rochelle; de Mgr Jourdain de la Passadière, évêque de Roséa, directeur général de la Société antiesclavagiste de France, et de Mgr Esbérard, évêque de Rio-Janeiro.

Tous ces prélats se sont rendus processionnellement au banc-d'œuvre, pendant qu'un suisse conduisait, d'autre part, la marraine de "Marguerite-Françoise du Sacré-Cœur" à la place qu'elle devait occuper dans l'avant-nef au milieu de ses invités de et des représentants des diocèses de la Savoie.

Un nombreux clergé, en habit de chœur, remplissait le centre de la nef, notamment Mgr Peri-Morosini, l'éminent secrétaire de la nonciature apostolique; la plupart des membres du chapitre métropolitain, tous les chapelains de la basilique; M. l'abbé Quignard, curé de Saint-Eustache, et un grand nombre de religieux, des Dominicains surtout, avides de prendre une belle leçon d'éloquence sacrée en écoutant l'un des plus illustres représentants de leur ordre, le R.-P. Monsabré.

Le célèbre conférencier de Notre-Dame avait pris pour texte de son admirable discours ces paroles de l'Ecriture: "Ma voix se fait entendre aux fils des hommes. Ecoutez-moi, car j'ai à vous dire de grandes choses."

Il a commencé par le développement—auquel il a su donner le tour le plus poétique—d'une comparaison entre le corps humain et l'église dans laquelle se tient l'assemblée des fidèles, expliquant que la cloche est aussi nécessaire à celle-ci, et pour les mêmes raisons, que la parole à celui-là.

Ensuite il a exposé ces deux idées: les cloches sont la voix de Dieu; les cloches sont la voix du peuple chrétien.

Suspendues entre le ciel et la terre, comme Jésus-Christ sur la croix, elles sont la voix de Dieu lorsqu'elles appellent tour à tour, suivant l'heure ou les circonstances, chacun de leurs devoirs.

Elles sont la voix du peuple chrétien, lorsque, touchant et pieux symbole, elles font monter vers Dieu l'obéissance ou le repentir de sa créature, ses supplications et ses appels à l'infinie miséricorde.

Le Père Monsabré indique, dans la dernière partie de son discours, la magnifique signification des diverses cérémonies qui composent le baptême d'une cloche. L'éminent religieux lui a donné tout le charme, tout le relief dont sa parole puissante et toujours si claire conserve le secret.

Il n'a pas voulu descendre de chaire sans adresser un compliment d'une exquise délicatesse à l'archevêque de Chambéry, parrain de la "Savoyarde", "prince et pasteur d'une Eglise qu'il édifie par ses vertus et qu'il charme par les aimables qualités de son cœur", et à la marraine, Mme la comtesse de Boigne, "fille si distinguée d'une noble et bienfaisante famille, qui compte dans sa parenté les époux vierges, Elzéar et Delphine, que l'Eglise honore du culte des saints."

Enfin, dans une adjuration suprême, l'orateur invite la nouvelle baptisée à sonner *en honneur* pour le Roi des Rois, *en appel* pour la France, *en merci* pour l'éminent et vénéré prélat qui va la bénir, pour le cardinal Guibert, qui a posé la première pierre de la basilique, pour celui qui l'a faite si belle et pour tout le peuple de Savoie, dont elle est le magnifique cadeau.

"Sonne en appel, sonne en honneur, sonne en merci. Sonne et redis à travers les siècles, du haut de la sainte colline, à la ville, à la nation, au monde entier: vive Jésus!"

Mgr Richard répond au Père Monsabré. En quelques mots infiniment aimables, il le félicite et le remercie du superbe discours qu'il vient de prononcer.

L'immense nef se vide lentement, au chant des cantiques, et l'on va procéder, sur les chantiers, à la bénédiction de la cloche.

LE JOURNAL DE MARCHE
—D'UN—
Officier de Madagascar.

Voici le journal de route d'un officier faisant partie de la colonne volante qui termina si heureusement la campagne de Madagascar, et dont nous extrayons les passages suivants, relatifs aux dernières opérations et à l'entrée à Tananarive:

26 septembre.—Rude journée. Les deux brigades Metzinger et Voyon ne font qu'une colonne. Dès 6 heures du matin, le canon des Hovas tonne. Les tirailleurs algériens, qui sont en tête, se déploient, nos trois batteries d'artillerie entrent en ligne. L'espace est étroit et le tir de l'ennemi est resserré. La ligne de défense est enlevée. Cette première affaire a duré une heure.

On reprend de suite la marche en avant. Vers 9 heures, les Hovas nous reçoivent de nouveau à coups de canon. Deuxième affaire. On les chasse, on atteint la crête, on poursuit les fuyards de feux de salve et de coups de canon. Ils traversent des rizières et gravissent des hauteurs.

Et l'on continue de marcher. Vers midi, nous tombons, pour la troisième fois, sous le feu de l'ennemi. Les Hovas occupent une troisième position très solide. Le tir de leurs canons est très précis. Les obus tombent à droite et à gauche. Je n'ai jamais autant entendu le froufrou de leurs projectiles. Un obus démolit, avant d'éclater, un soldat de la compagnie, à quelques pas derrière moi. Nous gravissons vigoureusement la côte où étaient les Hovas. D'en haut, nous dirigeons nos feux de salve sur quarante ou cinquante mille fuyards, soldats et habitants, qui volent vers Tananarive. Le coup d'œil est magnifique. La hauteur où se trouve la capitale hova apparaît sous son plus bel aspect. On découvre admirablement le palais de la Reine, celui du premier ministre, etc. C'est là que nous serons bientôt, et une grande joie nous prend, à la vue de cette capitale que nous allons conquérir. A 3 heures 1½ on nous fait redescendre la côte si péniblement gravie.... La journée a une grande importance à cause de la vigueur avec laquelle nous avons opéré et des pertes subies par les Hovas: on trouve de ceux-ci, blessés ou tués, dans tous les ravins.

28 septembre.—On ne marche pas sur Tananarive; on se dirige à l'Est, décrivant une grande circonférence autour de la ville, pour éviter les rizières. Des groupes d'habitants nous regardent passer: M. Ranchot et les interprètes leur parlent, ils paraissent indifférents. On voit sur les hauteurs des multitudes de Hovas....

29 septembre.—Départ à 5 heures. La 1re brigade est en tête. Vers sept heures, elle est accueillie par des coups de fusil des Hovas. Ils se servent non seulement des carabines Snyders mais aussi d'armes à longue portée et à tir rapide: Remington et Winchester. Pendant près d'un quart d'heure, nous entendons le tir nourri des Hovas.

A 6 heures 1½ du soir nous recevons les ordres pour la journée du 30. Il y aura de la besogne pour tout le monde.

30 septembre.—L'ordre général pour la journée commence ainsi: "*Ensemble du mouvement.* Demain, enlèvement des positions situées à l'est de Tananarive. Capitulation de la ville ou assaut et entrée de vive force..."

Dès 6 heures une fusillade et une canonnade très nourries se font entendre derrière nous. Les troupes combattues hier se sont rapprochées pendant la nuit, le mouvement était prévu: le bataillon de tirailleurs dahoméens, fort de 700 hommes, leur est opposé. Ce bataillon sans artillerie livré à lui seul un véritable combat qui dure plus de deux heures, il enlève les canons à la baïonnette et fait un massacre de Hovas.

Pendant ce temps, l'action s'est engagée sur toute la ligne. Je n'entre pas dans les détails. L'artillerie hova est nombreuse et tire bien: les faibles résultats qu'elle obtient sont dus à notre marche rapide, à l'utilisation du terrain, à nos formations minces répandues sur de grands espaces, et aux rizières où les obus n'éclatent pas. C'est ainsi qu'un obus est tombé à sept ou huit pas de moi et n'a pas éclaté.

Pourtant les Hovas, qui regorgent de munitions, tirent avec rage; il y a des tirailleuses Gardner qui tirent pendant des heures sans désemparer. D'autre part, des hauteurs très éloignées, de partout, sans espoir cependant de nous nuire, des habitants mal armés tirent sur nous. Tout cela fait un bruit assourdissant, infernal.

La première ligne est enlevée sans trop de peine. Il faut maintenant y amener l'artillerie pour battre la seconde. L'attaque de la deuxième ligne commence vers deux heures. Peu après, le bataillon sakalave surprend le mamelon de l'Observatoire, y trouve un canon Hotchkiss et des munitions abandonnées et tire avec rage sur la ville.

Les bataillons d'Algérie se prolongent sur sa droite et ce mouvement, joint au feu de notre artillerie, fait tomber la position centrale....

A 2 heures 50, toute la ligne est occupée par nous. Tananarive est devant nous, à quelques pas, de l'autre côté d'un étroit vallon; la ville se déploie sur une hauteur parallèle à la nôtre.

Sur les terrasses voisines du palais de la Reine, les Hovas ont accumulé leurs canons sur d'étroits espaces. Ils tirent encore. Mais bientôt nos trois batteries éteignent leurs feux; quelques obus à la mélinite éclatent au milieu de masses d'hommes, causant d'affreux dégâts. La population disparaît, on ne voit plus personne. Il est 3 heures et quart environ.

Le général en chef avise la ville, par un prisonnier, que si aucun parlementaire ne se présente, à 3 heures 45 l'assaut sera donné. Les bataillons destinés à être lancés les premiers sont désignés, les chefs reçoivent les instructions, tous les officiers ont le plan de la ville. L'artillerie tirera d'abord 4 à 500 coups de canon. Les bataillons désignés sont: bataillons sakalave, 2e bataillon de tirailleurs algériens, bataillon du 200e, légion étrangère, 3e bataillon de tirailleurs algériens. Voilà tout ce qui va marcher sur une ville de 80,000 habitants.

Le moment est vraiment solennel. On exécute des sonneries de clairon que répètent les échos de la ville.... Chacun a les yeux fixés sur la porte de la ville qui est en face de nous.

A 3 heures 40, un parlementaire apparaît, précédé d'un drapeau blanc. Il arrive. Le général Metzinger, qui le reçoit, lui dit que nous allons immédiatement occuper la ville, que les populations n'ont rien à craindre. Il paraît être chargé de demander une suspension d'armes, afin de gagner du temps. Un deuxième parlementaire, plus important celui-là, un parent de la Reine, arrive ensuite. Il va marcher devant nous, et nous allons entrer dans Tananarive.

Nous nous avançons alors vers la ville. Devant le général Metzinger, nommé gouverneur, marche une section de tirailleurs algériens; ce sont eux, les premiers, qui pénètrent dans la capitale. Derrière le général, les troupes désignées.

Nous montons. Ce ne sont pas des rues, la viabilité n'existe pas; ce sont d'affreux passages rocailleux. Les maisons et les terrasses sont pleines de monde; le silence le plus absolu règne de notre côté comme du côté des Hovas. Il y a bien des armes dans cette foule encore irritée. Il a fallu s'arrêter un instant devant une barricade en maçonnerie, derrière laquelle étaient deux canons-revolvers. Des soldats du génie ont été appelés pour y pratiquer une brèche. Qui peut dire ce que produirait un coup de fusil tiré par hasard en ce moment?

Combien des nôtres seraient morts en ce moment, si l'assaut avait été donné! Nous arrivons sur la place du marché. Le général gouverneur fait parvenir des ordres à la population, à qui la circulation est interdite pendant la nuit. Les bataillons occupent les points importants de la ville et les hauteurs. Pas de vivres, on mange un biscuit. On veille, nuit de fatigue après une journée de fatigue. Mais on a la joie d'être entré dans une ville conquise.

1er octobre.—A 8 heures du matin, le général en chef fait son entrée dans la ville. Il parcourt les rues principales, suivi de son état-major et des chasseurs d'Afrique. Les troupes présentent les armes, et, quand les clairons sonnent aux champs, tous les Hovas se découvrent instinctivement.

Dans la journée d'hier, les Hovas accusent 700 morts. Il paraît qu'un obus à la mélinite, tombé près du palais de la Reine, a tué ou blessé près de 20 personnes.

J'apprends que des exécutions ont eu lieu ce matin dans un village traversé hier: quelques blessés et 2 malheureux traînards malades et exténués de fatigue ont été massacrés d'une façon sauvage.

Par ordre du général en chef, une partie des troupes quitte la ville à 1 heure pour camper sur une hauteur à l'Ouest, avec une batterie dont les canons sont braqués sur le palais de la Reine. Les deux autres batteries vont prendre une position semblable à l'Est. Il s'agit d'appuyer l'action diplomatique.

2 octobre.—Nous recevons un ordre du jour du général en chef, félicitant les troupes, les remerciant et annonçant que le traité de paix a été signé hier, à 6 heures du soir.

3, 4 5 octobre.—Beaucoup de services de place, beaucoup de fatigue. Cela se comprend. Le temps du repos viendra. Après de telles fatigues, une réaction se produit. Il y a quelques malades. Tous les magasins sont ouverts. On trouve à peu près tout ce qu'on veut, sauf du pain et du vin; on trouve des bœufs, moutons, etc., des légumes de France (choux, carottes, etc.).

6 octobre.—L'aumônier de l'ambulance a rouvert la cathédrale catholique, qui est fort belle. Un *Te Deum* solennel y est chanté en présence du général en chef et de tous les généraux et officiers disponibles. J'arrête là ce journal....

UN OFFICIER DE LA COLONNE VOLANTE.

UN BIENFAITEUR ANONYME.

Cette année,—et c'est la dix-neuvième fois depuis le même nombre d'ans,—une bank-note de 100 liv. st. (2,500 fr.) a été placée dans le tronc de l'église Sainte-Marie, à Kilburn (faubourg du nord-ouest de Londres), par un inconnu.

Chaque fois, le billet de banque est accompagné d'un petit feuillet de papier signé X.., dans lequel le signataire demande qu'on veuille bien distribuer cet argent entre les diverses organisations charitables dépendant de l'église Sainte-Marie.

L'écriture du billet est toujours la même depuis dix-neuf ans.

L'ÉTONNEMENT DES ALLEMANDS.

Le *Moniteur de l'Empire* vient d'annoncer aux Allemands étonnés que le professeur Friedrich Lueffler, de l'Université de Greifswald, était autorisé à porter la grand-croix de la Légion d'honneur. Il paraît que c'est à ses amitiés françaises que cet illustre inconnu dans son propre pays, doit cette distinction. Les radicaux sont coutumiers du fait et ou ne saurait oublier à qui et à quelles recommandations Cornélius Herz fut, en son temps, redevable de son étrange promotion. Les journaux de Berlin s'amusent beaucoup de la décoration tombée du ciel francais sur la tête de leur modeste compatriote. Deux autres incidents intérieurs préoccupent en ce moment l'opinion de la capitale prussienne: l'un est livre de M. Doulney Bigelow, écrit sous l'inspiration de son élève Guillaume II, dans lequel il est démontré que M. de Bismarck n'est pour rien dans la constitution de l'unité allemande, dont la conception ne lui appartient pas, et où on lui reproche sa manie de se déguiser en militaire. Le second incident est le recensement des conseillers municipaux socialistes berlinois qui ont mal tourné depuis leur nomination; il y en a 1 condamné pour vol, 1 reconnu espion, 5 en fuite à l'état de banqueroutiers et 3 démissionnaires à la suite de mauvaises affaires.

Première comparution d'Arton devant Bow Street.

L'affaire Arton a été appelée le 22 novembre devant le tribunal de Bow street, après l'expédition d'une série de petites affaires sans intérêt.

Un grand mouvement de curiosité se produit dans la salle, bondée, lorsque l'accusé prend place sur son banc.

Les premières et nécessaires questions d'identité posées, Me Newton, avocat d'Arton, qui, avant que l'affaire fût appelée, avait longuement conversé avec son client dans sa cellule, demande l'ajournement, car il n'a pas eu le temps d'étudier le dossier.

L'ajournement n'étant pas combattu par M. Aston, adjoint de M. Taillefer, avocat de l'ambassade de France, est immédiatement accordé et l'affaire est renvoyée au jeudi suivant.

Arton demande ensuite que certains papiers, qui n'ont aucune relation avec l'affaire et qui ont été pris sur lui au moment de son arrestation, lui soient restitués.

Le juge décide qu'il sera fait droit à cette demande, après examen des papiers par l'avocat du gouvernement français.

Me Newton demande qu'Arton puisse recevoir son fils et sa fille, ce qui est accordé, à la condition que les visites aient lieu en présence d'un officier de police.

L'affaire a duré cinq minutes. Arton a été ensuite ramené à Holloway.

Dans la salle se trouvaient: MM. Cochefert, chef de la sûreté de Paris; Orion et Debirchoff, inspecteurs français, et Sexton, detective anglais, qui arrêta Arton.

Sir John Bridge a conduit les débats.

Arton est un gros homme, court de taille, l'air bon enfant et quelque peu vulgaire. Dans les circonstances ordinaires de la vie, il doit être tout rond et quelque peu jovial dans ses manières. Sa physionomie trahit un esprit plein d'imagination et de ressources. On le considère comme un type parfait de commis voyageur.

Aujourd'hui, sa figure est grave et son air plein de détermination. J'entends quelqu'un à côté de moi, écrit un correspondant, qui dit à voix basse: "Eh bien! non, il n'a pas l'air d'un homme qui a perdu la boule!" Cette façon pittoresque et quelque peu triviale de dire qu'Arton ne se laisse pas abattre est très exacte.

Il a eu un moment de défaillance quand il s'est vu pris et enfermé à Holloway. Il a déclaré alors qu'il ne se défendrait pas et même qu'il demanderait que son extradition fût prononcée tout de suite, sans débats. Il était si habitué à se croire introuvable—ou inviolable—on était si bien caché dans la petite maison de Grandison Road!

Dame! le réveil a été bien cruel et on comprend un premier mouvement de défaillance.

Ce premier mouvement est passé. Arton a pris un avocat, Me Newton, et il est très décidé à se défendre vigoureusement. Il a repris tout son aplomb et on voit bien à sa physionomie énergique qu'il ne se laissera plus démonter.

Sa fille et son fils ont assisté à cette première audience.

Quelques instants avant sa comparution, ils sont entrés et sont allés modestement se placer au milieu du second des bancs destinés au public.

Il y a divergence d'opinions à leur sujet. On a dit que c'étaient son fils et sa belle-fille; d'autres ont dit que c'étaient sa fille et son gendre; mais ce sont bien là le fils et la fille d'Arton. Quoique vus à une certaine distance, il nous semble retrouver sur leur visage une grande ressemblance avec celui d'Arton.

Ils ont, comme leur père d'ailleurs, des traits israélites très accentués. Le jeune homme est brun, porte toute sa barbe. La jeune fille, petite, fine et gracieuse, est coiffée d'un chapeau à larges bords dans lequel sa figure disparaît à moitié. Ils ont tous deux l'expression vive et mobile de la physionomie paternelle.

Arton usera de tous les moyens pour faire encore ajourner l'affaire. Quant aux papiers dont il a demandé la restitution au magistrat, ils n'ont pas grande importance et se rapportent probablement à ses affaires personnelles. Très vraisemblablement, ils n'ont aucun rapport avec le fameux carnet et seront rendus au prisonnier, après examen de l'avocat du gouvernement français.

VÉRITÉS.

Fais le bien et passe.

Pour voyager impunément, il faut être très heureux ou très malheureux, très pauvre ou très riche, aimer tout un peu et rien beaucoup.

DEPECHES
Télégraphiques.

TRANSMISES A L'ABEILLE.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

LETTRE de CONSTANTINOPLE

BALLONS D'ESSAI.

FAUSSES RUMEURS.

Sir Philip Currie et Tewfik Pacha.

L'ACCORD DES PUISSANCES

Le Sultan ne rencontrera aucune Sympathie s'il met de obstacles au rétablissement de l'ordre.

LA SURPRISE CAUSÉE PAR L'ATTITUDE DE LA RUSSIE.

Abd-Ul-Hamid s'adresse directement aux gouvernements Russe, Français, Autrichien et Allemand.

La réponse des ministres des affaires étrangères de ces Puissances

Tous refusent de soutenir le Sultan.

NOUVELLES DE ZEITOUN.

La concentration des troupes à Marash.

LES EMEUTES DE CÉSARÉE

Craintes de nouveaux massacres.

PANIQUES CONTINUELLES A ALEPHO.

La Pression exercée par les fonctionnaires Turcs d'Erzeroun, d'Ersingjan, de Baiburt et de Bitlis.

Les arrestations en masse recommencent à Constantinople.

LES PLACARDS RÉVOLUTIONNAIRES DES ARMÉNIENS.

Le Patriarche Arménien.

IL FAIT APPEL AU MONDE CHRETIEN.

Presse Associée.

Constantinople, 3 décembre, par voie de Sofia, Bulgarie, 4 décembre — La question d'Orient est entrée dans une période de rumeurs mises en circulation comme ballons d'essai pour se rendre compte de la façon dont les Puissances accueilleront tel ou tel mouvement.

Ainsi, il y a quelques jours, on a annoncé que la Grande Bretagne avait proposé le démembrement [illegible] la Russie, [illegible] fond de [illegible] sure. Bientôt après, cette nouvelle a été démentie de plusieurs sources.

Alors on a fait courir le bruit que la Russie, à la suite d'un appel direct fait au Tsar par le Sultan, avait consenti à retirer sa demande d'entrée d'un second navire de guerre dans le Bosphore, et que c'était une des causes pour lesquelles la Grande-Bretagne avait donné l'ordre au Dryad de retourner à Salonique, après le refus du Sultan d'accorder le passage.

Enfin, hier, après la réunion des ambassadeurs, le bruit a couru que Sir Philip Currie, ambassadeur d'Angleterre, avait notifié la Porte que son gouvernement donnait au sultan jusqu'à samedi prochain pour promulguer les firmans demandés, et que, après cette date, le navire de guerre anglais passerait les Dardanelles sans la permission du souverain.

On ajoutait à ce rapport que l'Italie approuvait l'action de la Grande Bretagne en cette occasion. Quelque semblant de raison semblait donné à cette rumeur par l'activité inaccoutumée déployée dans les arsenaux italiens, et par le fait que la rumeur courait à Rome, à Paris, à Berlin et à Constantinople.

Mais des enquêtes sérieuses faites parmi les membres du corps diplomatique et dans les cercles officiels turcs n'ont pu donner la confirmation du rapport. Toutefois, Sir Philip Currie a indubitablement fait une importante communication, dont la nature n'est pas connue, à Tewfik Pacha, ministre des affaires étrangères de Turquie.

Il a été donné à entendre dans ces dépêches, cependant, qu'une ère de surprises venait de s'ouvrir, et il a été prédit que d'autres étaient réservées. Cette prédiction, comme toutes celles de la *Presse Associée*, s'est trouvée correcte.

Jusqu'aujourd'hui le sultan a cru, et la coterie du palais était également convaincue, que la Russie n'agirait pas de concert avec l'Angleterre et que, en conséquence, on pouvait peut être compter sur la Russie, la France et, probablement, l'Allemagne pour s'opposer à une intervention active de la Grande Bretagne dans l'empire turc en cas de crise décisive.

De fait, cette idée était presque générale dans les cercles politiques du monde entier, et toutes les assertions du contraire étaient accueillies avec un sourire poli d'incrédulité. Mais à la grande surprise des sceptiques, on sait aujourd'hui que la Russie est réellement d'accord avec les Puissances, et que le Sultan ne rencontrera aucune sympathie s'il essaie de s'opposer à la détermination des Puissances de rétablir l'ordre dans l'empire ottoman et aux mesures qui seront prises pour assurer la protection de la vie et des propriétés des sujets chrétiens de la Porte.

Cette nouvelle a jeté un froid sur Yildiz Kiosk, et les ministres sont restés en permanence auprès du sultan depuis ce moment.

Les détails de cette surprise sont les suivants:

Quand la Grande-Bretagne a menacé de forcer le passage des Dardanelles, les firmans n'étaient pas promulgués, et le sultan a directement fait appel aux gouvernements de Russie, de France, d'Autriche et d'Allemagne, leur demandant de ne pas insister sur leur demande de passage et appelant leur attention sur les efforts de ses ministres pour rétablir l'ordre et prévenir de nouvelles émeutes.

Il s'est étendu longuement sur les dangers d'un soulèvement général des musulmans dans l'empire, s'il était traité avec un tel manque d'égards, et a soutenu que le simple fait de l'envoi de navires de guerre additionnels dans le Bosphore serait une indication que les Puissances ne le considèrent pas capable de maintenir l'ordre dans ses états

En aucun cas le sultan n'a réussi. Le prince Lobanoff Rostovsky, ministre des affaires étrangères de Russie, a d'abord répondu qu'il consulterait les cabinets de France, d'Autriche et d'Allemagne à ce sujet: il considérait apparemment qu'il était inutile de consulter de nouveau la Grande Bretagne et l'Italie.

Le ministre russe l'a fait, mais n'ayant reçu que des réponses défavorables, il a informé l'ambassadeur de Turquie à St-Pétersbourg qu'il ne voyait aucune raison de se séparer des autres puissances dans la ligne de conduite qu'elles avaient adoptée dans la question d'Orient.

Le ministre des affaires étrangères d'Autriche, le comte Goluchowski, a été plus explicite que le prince Lobanoff, car il a donné clairement à entendre à l'ambassadeur de Turquie à Vienne qu'une entente parfaite existe entre les Puissances, et que la Turquie ne doit pas persister dans sa politique dilatoire au sujet des demandes des Puissances ou dans le rétablissement de l'ordre en Asie Mineure, afin de prévenir de nouveaux désordres.

La réponse de M. Berthelot, ministre des affaires étrangères de France, a été presque identique à celle du prince Lobanoff-Rostovsky.

Enfin, le prince de Hohenlohe, Freiherr Marschall Von Bieberstein et l'empereur Guillaume n'ont offert aucune consolation à l'ambassadeur de Turquie à Berlin.

Il lui a été déclaré fermement que les Puissances agissent indubitablement dans leur meilleur intérêt et dans le meilleur intérêt de la Turquie dans toutes les demandes faites à la Porte, et l'ambassadeur a été clairement averti que le sultan ne peut compter sur l'aide ou la sympathie de l'Allemagne dans sa continuelle opposition à la volonté des Puissances.

Il est ainsi apparemment démontré que le sultan n'a plus aucun soutien en Europe, mais la question de l'envoi de navires de guerre dans le Bosphore n'est pas réglée, et on ne sait si, oui ou non, la Grande Bretagne a donné jusqu'à samedi pour lancer les décrets accordant le droit de passage dans les Dardanelles.

Au grand soulagement des membres du corps diplomatique des nouvelles ont enfin été reçues de Zeitoun. Ces avis, de source turque, établissent que les délégués envoyés par le commandant des forces du sultan à Marash, pour traiter avec les insurgés, ont été arrêtés en dehors de Zeitoun par un avant-poste d'Arméniens.

Le message que portaient les parlementaires a été immédiatement remis au commandant arménien, mais ils n'ont pu aller au delà des avant-postes et pénétrer dans la ville. Ils ont été informés cependant que les quatre cents soldats turcs prisonniers, qu'on dit avoir fraternisé avec les Arméniens, sont libres, à l'exception de neuf qu'on croit avoir été tués pendant l'engagement qui a précédé la capture du bataillon.

On estime que la concentration des troupes à Marash est à peu près terminée, et que la marche sur Zeitoun, qui n'est qu'à quinze milles [illegible] va commencer d'un [illegible].

L'opinion [illegible] sujet par les ambassadeurs des Puissances.

Le soulèvement fanatique à Césarée, Palestine, à cinquante-cinq milles de Jérusalem, le 5 novembre dernier, est dû à un faux rapport annonçant que quelques Arméniens avaient attaqué des Musulmans; c'est au moins une version de l'affaire. En tous cas, on sait qu'environ soixante Arméniens ont été tués et beaucoup plus blessés.

Une grande panique règne à Césarée; tous les magasins tenus par des Arméniens sont fermés et les marchandises de valeur sont emportées ou cachées. Presque tous les Arméniens se sont barricadés dans leurs maisons, et la population de Constantinople attend d'heure en heure la nouvelle d'un autre massacre, malgré l'assurance donnée par le gouvernement de précautions prises par les fonctionnaires.

Des lettres reçues aujourd'hui d'Alepho établissent que les plus vagues rumeurs de soulèvement ou de menaces, dans la ville ou dans les environs, causent une panique parmi les chrétiens, qui craignent à un tel point d'être massacrés, qu'ils ferment leurs magasins à la première alarme et se réfugient dans les cours de leurs maisons où ils ont tout préparé pour se défendre.

Un Autrichien du nom de Petrovitch, directeur de la régie, a été assassiné, dit-on, près de Kharput. Aucun détail n'a été envoyé à Constantinople.

Les fonctionnaires turcs d'Erzeroum, d'Ersingjam, de Baiburt et de Bitlis continuent à forcer les Arméniens, sous peine d'emprisonnement et de torture, à signer des adresses de gratitude au gouvernement turc pour la protection qui leur a été accordée par les fonctionnaires locaux et autres pendant les désordres récents.

En plus de la menace de la prison et de la torture, les Arméniens sont prévenus que s'ils ne signent pas les témoignages de reconnaissance envers le sultan, les attaques des Turcs seront renouvelées.

Plusieurs notables Arméniens d'Erzeroum ont dû, sous les menaces des fonctionnaires turcs, télégraphier au patriarche de Constantinople pour demander le rappel de l'évêque de la ville, à cause de sa dépêche au marquis de Salisbury donnant les détails du déplorable état de choses existant en Arménie, et demandant secours de l'Angleterre, pour ses co-religionnaires.

La police de Constantinople a recommencé ses arrestations d'arméniens et les renvoie par cargaison dans leur pays, sous le prétexte qu'ils conspirent contre le gouvernement turc et que leur présence à Constantinople est une menace de troubles, et que, de plus, ils semblent disposés à causer de nouvelles émeutes dans la ville ou les environs.

Au train dont va la police turque elle réduira considérablement la population arménienne de Constantinople d'ici la fin de l'année.

On estime que plus de mille Arméniens ont été, en très peu de temps, expulsés, sous un prétexte ou sous un autre, de Constantinople.

Mais malgré cette activité officielle, les Arméniens semblent être en mesure de faire imprimer leur placards révolutionnaires, à moins que les fonctionnaires turcs ne les fassent imprimer et mettre en circulation eux mêmes, car un jour ne se passe pas sans la découverte de quelque chose de ce genre, et c'est sur ces faits que se base la police, généralement, pour arrêter et déporter les arméniens par centaines.

Les fonctionnaires turcs de Constantinople ont vainement tenté en ces temps derniers d'engager les Arméniens à demander le rappel du patriarche arménien, qui a pris une attitude si déterminée en faveur de ses compatriotes et qui, on le sait, a secondé de tout son pouvoir, à la requête pressante des Puissances, les véritables efforts faits par la Porte pour rétablir l'ordre en Arménie et prévenir une nouvelle effusion de sang.

En somme, on croit que le patriarche s'est avancé au point d'essayer de décider les Arméniens de Zeitoun à se soumettre aux autorités turques, après avoir reçu de la Porte l'assurance que les insurgés ne seraient pas punis s'ils déposaient les armes dans un temps déterminé.

Maintenant, le patriarche vient d'adresser aux Arméniens habitant les diverses parties du monde et à tous les chrétiens un appel pour relever de leur misère et de leurs souffrances les populations de la malheureuse Arménie.

Le message de M. Cleveland.
Commentaires des journaux anglais.

Presse Associée.

Londres, 4 décembre—Faisant allusion au message envoyé par le Président Cleveland au Congrès des Etats-Unis, la *Gazette de St James* s'exprime ainsi:

Il n'y a pas une parcelle de *jingoism* dans le message de M. Cleveland. Malgré toutes les assertions du contraire, il est très probable que les Etats-Unis ne mettront aucun obstacle au règlement de la question du Vénézuéla.

Le *Pall Mall Gazette* fait remarquer qu'en ce qui concerne les relations entre l'Angleterre et les Etats Unis, le message ne semble pas devoir soulever de questions désagréables, mais, ajoute le journal, nous ne pouvons voir comment la doctrine Monroe, de la façon dont la définit M. Cleveland, puisse s'appliquer à la question du Vénézuéla.

Le *Globe* dit qu'il n'y a rien de surprenant dans le fait que la doctrine Monroe est longuement traitée dans le message, ni dans le ton agressif adopté vis-à-vis de l'Angleterre.

L'élection présidentielle ne compte-t-elle donc pour rien? Tirer la queue du lion britannique peut sembler au vieux monde un singulier moyen d'attraper du poisson; mais il a réussi dans les eaux troubles de la politique américaine.

Le Nicaragua et Cuba.

Presse Associée.

New York, 4 décembre—La commission envoyée au Nicaragua pour engager le président Zelaya à reconnaître les droits de belligérants aux Cubains a échoué jusqu'à présent, dit une dépêche au *World*.

L'influence espagnole est très puissante, et le président refuse de se rallier à la cause cubaine, parce qu'une telle mesure pourrait conduire à une violation des lois de neutralité.

Condamné à mort.

Presse Associée.

La Havane, 4 décembre—[illegible]